

La soumission des clercs

Jacques Ferron

Volume 5, numéro 3 (27), mai-juin 1963

Le mouvement laïque... deux ans après

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/30226ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Ferron, J. (1963). La soumission des clercs. *Liberté*, 5(3), 194–206.

La soumission des clercs

Le patriotisme est une vertu naturelle, presque familiale, débonnaire lorsqu'elle est satisfaite, mais qui s'aigrit lorsqu'on la contrarie; elle tend alors à la politique et devient le nationalisme.

Au début, nous avions la satisfaction facile: nous fûmes plutôt patriotes. Le pays nous était propice, nous l'occupions tout doucement, sans trop tenir compte de la domination étrangère. La révolte de 37 avait été de bon profit: de peu de pendus nous avons tiré beaucoup de héros; et, souvenir impérissable, nous nous étions manifestés pour la première fois, la fois fameuse entre toutes, celle dont on ne revient pas, que l'on soit peuple, fille ou garçon. Cette révolte ne nous appartenait pas en propre; le Haut-Canada avait même eu plus de pendus que nous. Mais c'était-là de mauvais pendus; ils en étaient morts plus ou moins. Tandis que les nôtres, bien soignés, se portaient à merveille. Et l'on finit, comme pour l'électricité, par nationaliser l'événement. La révolte devint alors *notre* révolution de 1837. Bref on était badaud, simple et patriote. Et cela dura bien jusqu'à 1899.

Avec le tournant du siècle tout changea. Plus nombreux dans un pays moins propice, la présence étrangère commençait de nous agacer. Nos surplus humains étaient emportés dans le flot de l'immigration européenne. Ces exilés nous apprirent les limites de notre domaine. La civilisation industrielle commençait. Nous nous sentîmes menacés. Notre patriotisme aussi était devenu plus exigeant. Or, au moment où il se serait transformé de lui-même en nationalisme, le clergé, jusque-là indifférent, le revendiqua. C'était un clergé impérieux, irritable, un peu paranoïaque. Indifférent, il l'avait été pour avoir condamné la révolte de 37 et appelé brigands ceux que le peuple vénérât; indifférent comme cocu le devient. Mais il n'avait pas oublié. Il eut l'enfant du péché. A son image et à sa ressemblance, il le déforma. Et le nationalisme apparut sur nos bords, tout de noir vêtu comme un séminariste. Il était baroque, minable et pré-

tentieux, race-pure et pucelage sec, garanti, nationalisme de droite en soi détestable mais plausible quand même en pays souverain, ici d'un irréalisme déconcertant, à proprement parler ecclésiastique. Aussi viable qu'un monstre, il a vivoté jusqu'à nos jours grâce aux écoles. On le prolonge pour ne pas chagriner le vieux chanoine Groulx. A toutes fins pratiques il est désintégré. Le séminariste est déjà parti pour le Concile, laissant sa livrée politique aux orties. Le nationalisme est passé à gauche; en pays qui s'est pas souverain, c'est son côté efficace. La police ne s'y est pas trompé: quand elle a eu à sévir elle est allée tout droit chez Monsieur Larivière, car Monsieur Larivière n'est pas laurentien. En même temps que s'opérait ce rétablissement nécessaire, le laïcisme, qui avait quelque peu provoqué la réaction cléricale de 1900, est réapparu bénin et tout mystérieux. A quoi vise-t-il? Il ne le dit pas trop. Il suggère que peut-être il pousserait à l'intégration du système confessionnel, par le moyen d'un vrai ministère de l'éducation nationale, à une laïcité de langue française.

Ce n'est pourtant pas malin à dire. Il n'a même pas d'autre chose à dire. Mais il ne le dit pas tout à fait. Ses manières donnent à penser qu'il sort de retraite fermée, et qu'il a peur d'y retourner.

Le peuple canadien-français est en progrès continu. Il n'a de loi que son dynamisme. Il passe où il peut, à droite, à gauche, peu lui importe, pourvu qu'il avance.

Cette proposition n'est pas sectaire. Et elle se défend, à condition de ne pas remonter à la guerre de Cent Ans ni même à la conquête. Le passé, pour un organisme donné, a des limites. L'histoire d'un pays, même le nôtre, n'est pas divine; elle a un commencement, lequel il importe de fixer: c'est le point de repaire par excellence. Mais nos historiens l'ont oublié. Comme ces pêcheurs de morues ou ces harponneurs de baleines qui naviguaient à la grâce de Dieu, ils n'ont pas pris le méridien et leurs cartes divaguent.

L'histoire d'un peuple débute au moment où il prend conscience de lui-même et acquiert la certitude de son avenir. Or cette foi et cette conscience n'ont pas été ressenties en Bas-Canada avant le XIXe siècle. Tout ce qui précède n'est que littérature.

Commencer à Cartier, grouiller le Dollard des Ormaux, frégoter sur la Conquête, c'est tout ce qu'on voudra mais ce n'est pas notre histoire. Remarquez que je ne dédaigne pas la littérature: elle retient la sagesse des nations, elle constitue le grand trésor du monde. Seulement, lorsqu'on tire un chèque sur elle, il est plus honnête de le mentionner. Notre fonds n'y est pas; il se trouve à la Banque de Hochelaga ou à la Caisse populaire Desjardins.

Le journal de Cartier est une introduction à Rabelais et à l'ethnographie amérindienne. La Nouvelle-France des Jésuites appartient à la Contre-Réforme catholique, celle du Roi avec Frontenac, Lahontan, Bougainville, à l'Encyclopédie. "La Bastille tombera sous les coups d'une armée de Hurons, d'Iroquois et de Canadiens", a pu écrire Claude Roy, mais la prise de la Bastille n'en reste pas moins de l'histoire de France. Auparavant nous aurons eu le paradoxe de cette France alliée à la Nouvelle-Angleterre et de l'Angleterre protectrice de la Nouvelle-France. Tout cela ne manque pas d'intérêt, mais ne nous concerne qu'indirectement, oeuf, embryon, foetus que nous étions.

En remontant au Déluge, nos historiens furent des mauvais échansons. Ils versèrent dans notre petit gobelet une durée que celui-ci ne pouvait pas contenir. Le gobelet débordait, les siècles coulaient par terre: un beau gâchis! De quoi avions-nous l'air? D'être saoul avant même d'avoir bu. C'était assez pour nous donner la tremblette. Richelieu, Louis XIV, Mgr Laval, Wolfe, Shakespeare, Moïse même — *car l'histoire du Canada et l'histoire sainte avaient fini par se chevaucher* — tous ces grands personnages nous regardaient. Cela finissait que nous pleurnichions que ce n'était pas de notre faute, Monseigneur. Et, en effet, nous avons été pour bien peu dans la sortie d'Egypte, le Déluge et la Conquête. Ce n'était pas de notre faute parce que ce n'était pas de notre histoire.

Vraiment on ne peut assumer que le passé qu'on a vécu.

Voilà une toute petite vérité, valable pour les peuples comme pour les individus, que les faiseurs d'édification nationale auraient dû méditer: ils ne nous auraient pas foutu le complexe de l'enfant-né-bicentenaire.

En rapprochant au siècle dernier les débuts de notre histoire, on lui redonne sa juste durée et on la sauve du Dr Mackay. Elle cesse d'être déprimante. Elle montre les progrès d'un peuple. Elle engage la responsabilité et édifie sans sermon ni littérature. A tout le moins elle nous confère une certaine originalité, celle d'avoir trouvé naissance sous une domination étrangère, d'y avoir grandi sournoisement avec de grandes révérences au King et à la Queen pour toucher aujourd'hui le prix de notre vitalité, de notre chance et de notre intelligente fourberie.

Louis Fréchette enfant ne jurait que par Papineau. Un jour son père l'emmène au Palais législatif de Québec pour qu'il voit son héros. Il le trouve plus vieux qu'il ne l'imaginait, mais pourtant beau encore, avec une attitude, écrira-t-il dans ses mémoires, qu'on trouverait un peu théâtrale de nos jours: "Il offrait une prise de tabac d'Espagne à son voisin de gauche. A un certain moment il se leva, ne dit que quelques mots, assez toutefois pour me surprendre. J'avais déjà été étonné de le voir en cheveux blancs; je le fus davantage en l'entendant. Sa voix était profonde, vibrante, sonore, telle que je me l'étais figurée, mais chose qui confondit toutes mes notions, déconcerta toutes mes prévisions: Papineau parlait anglais!"

Quelques années plus tard la Province se donna une devise. On était timide, on la jugeait audacieuse, on n'osa pas la faire adopter formellement. On passa par les travaux publics. La façade du Parlement était en réparation; on y grava "Je me souviens", puis on fit voter les réparations, lesquelles furent approuvées par un arrêté de son Excellence le lieutenant-gouverneur en conseil, le 22 janvier 1883, et avec ces réparations, subrepticement, notre fière devise. La Confédération existait depuis plus de quinze ans. Ceux qui vont racontant qu'elle est le pacte librement consenti de deux nations libres, portent livrée. Ce sont des larbins.

En 1837 étaient arrivés quatre frères des Ecoles chrétiennes: Adelbertus, Rombant, Aidant et Euverte. Sans doute venaient-ils de très loin. Ils se multiplièrent, mais assez curieusement sous des noms anglais. Or est ainsi né Vachon, un frère Edward of Mary. Tout récemment, soit le 6 mars 1963, est mort le dernier de cette lignée, le Révérend Néreus Stephen, à l'âge de 89 ans. Il était de Sainte-Marie-de-Beauce, fils de Narcisse Tardif et d'Adeline Pomerleau.

Les autres communautés enseignantes, communautés d'hommes j'entends, car de Soeurs on ne manqua jamais — nos curés créateurs étaient à l'oeuvre, travaillant le féminin et suscitant tout habillées du sol canadien autant de nonnes qu'il en fallait. Par contre le masculin ne les inspirait pas: les frères, on les importa — les autres communautés, dis-je, ne suivront que beaucoup plus tard, pas pressées d'abord, puis après les lois du petit père Combes — les mouvements laïques ont du bon — avec plus d'allant. "Quarante en un seul jour, tous Bretons, et d'autres s'en venaient, qui nous tombèrent dessus sans s'être annoncés", nous disait un ancien maître, le Révérend Albertus, des Frères de l'Instruction chrétienne. Résultat: dans cette congrégation, les Canadiens-français devront se contenter, durant près d'un demi siècle, des emplois subalternes.

C'était vers 1900. Laurier venait de gagner ses élections contre les évêques, Marchant de saborder son Ministère de l'Éducation nationale. On internait Nelligan, Rodolphe Girard publiait *Marie Calumet*, livre charmant, plutôt anodin, qui encourut les foudres du ciel et valut l'exil à son auteur. Une époque finissait. Le clergé prenait en mains nos destinées. Ce n'était pas le grand choléra. Le peuple canadien-français ne disparut pas pour autant; il changea le paletot gris et la ceinture fléchée pour l'habit noire du dimanche, et continua tout bonnement de progresser.

Aujourd'hui à Laprairie, à Pointe-du-Lac, dans toutes les maisons des Frères de l'Instruction chrétienne, les supérieurs, les visiteurs, les économes, tous ceux qui ont droit au noble titre de Très-cher-frère, sont des nôtres: le colonialisme breton a été liquidé, de mort naturelle, il est vrai. Chez leurs compères des Ecoles chrétiennes, à la lignée Nereus Stephen et Edward of Mary se juxtaposait depuis longtemps la lignée des Marie-Victorin qui a donné au pays des hommes de qualité et d'excellents intellectuels. Ce fut Marie-Victorin qui fit faire à Lord Durham une réponse célèbre. Celui-ci avait écrit en 1840 que nous n'avions pas d'histoire. Cela ne manquait pas de pertinence: notre histoire n'avait alors pour toute substance que l'avenir; elle consistait en une naissante et fort émouvante foi que Durham, faute d'être dans notre peau, ne pouvait guère partager. Il nous fit quand même l'honneur d'un chef-d'oeuvre de littérature politique. A ce grand seigneur, dont j'accepterais volontiers la statue

dans une de nos places publiques, Marie-Victorin prit sur lui de répondre, soixante-dix ans après et par personne interposée, en l'occurrence Madeleine de Verchères, grande gueule et grande mamelle: "T'as menti, Durham!" Il fallait que cela soit dit. La scène d'ailleurs illustre assez bien le malentendu historique dont j'ai parlé: ce refoulement dans le passé indéfini du futur. Le virago du bon frère a sans doute été le premier avatar d'une Jeanne-d'Arc en devenir et qui s'appellerait aujourd'hui Barbeau, Raoul Roy, d'Allemagne.

Au Parlement les choses changèrent aussi. La déconvenue de Fréchette n'est plus possible. L'anglais y est devenu langue morte. "Répond-zy en français, Nésime", soufflait Duplessis. Joual ou autrement, peu importe, c'est le mouvement qui compte. Quand le pays se vota un drapeau, on n'eût pas à l'adopter à la sauvette comme le "Je me souviens".

La sottise, le gaspillage, le cléricisme le plus étroit, une demi-démocratie britannique, les ministres couillons, les évêques butors, Ubu triomphant, rien n'avait arrêté les progrès de notre peuple. Mais tout de même, et justement à cause de cette évolution et de la prise de conscience qu'elle impliquait, ce système ruineux ne pouvait pas durer. Et l'on s'est trouvé à un autre tournant.

Virage à droite en 1900, virage à gauche en 1960. Les peuples n'avancent pas droit. Ce serait trop simple. On les croirait téléguidés. Ils n'obéissent qu'à des accidents de terrain. A ces courbes et méandres s'ajoute un mouvement de balancier: les laïques descendent aux enfers. Les clercs montent au soleil, et vice versa quoique avec moins d'amplitude. Quand ils sont au même niveau, ils se saluent. Ils ne se détestent pas, sans doute. Mais comme ils ont chacun leur ascenseur, ils n'ont pas souvent l'occasion de s'aimer.

Le tournant de 1900 se prend de loin, du Manitoba, voire de Régina. La Confédération, ç'avait été une entreprise ferroviaire: pousser la *traque* jusqu'au Pacifique, et vite! Autrement les États-Unis, qui avaient déjà grugé dans le territoire canadien, ne faisaient qu'une bouchée de notre farouest, et la *traque*, elle serait allée de Chicago à l'Alaska. Mais voici: nous avions déjà dans les pays d'En-Haut des curés, des soeurs grises, des métis et même un archevêque avec sa cathédrale. Tout cela y avait été apporté en canot et par portage. Et nous pouvions compter, ce

qui n'était pas négligeable, avant la destruction du bison et le génocide érigé en système, sur l'amitié amérindienne. Quand la *traque* confédérative se pointa, toute la racaille qu'elle amenait se crut pionnière et se mit à débiter la Plaine sans tenir compte des droits acquis, d'où la première révolte de Riel, le gouvernement révolutionnaire provisoire, l'entrée du Manitoba dans la Confédération, province bilingue, remarquez bien. Une seule ombre au tableau: Riel dépossédé de sa victoire par les intrigues de Mgr Taché au profit de trois arrivants du Québec: Dubuc, Prendergost et Royal. Incidemment le Dubuc, devenu par après Sir Joseph, était le prototype de ce Notaire Poupart par lequel le petit-fils Carl redorera le blason familial. En 1885, Riel, qui a voulu recommencer sa révolution en Saskatchewan, réussit tout simplement à se faire pendre à Régina. L'indignation dans le Québec est si grande, le ressentiment si durable, que cette réaction étonne encore les connaisseurs.

Chubby Power par exemple.

Elle s'explique pourtant. Demi-colonisés comme il y a des demi-civilisés et des demi-vierges, quelques raisons nous avaient empêchés d'aller jusqu'à l'entier, à savoir notre appartenance à une culture souveraine, l'éloignement de l'Angleterre, les communications difficiles que l'hiver suspendait, le voisinage américain. Et il y en avait une autre: notre rôle d'intermédiaires entre le colonisé par excellence, qui l'a été à en crever, l'Amérindien, et le colonisateur. Nous tenions et de l'un et de l'autre, mais plutôt de l'un par le métis et l'aventurier que de l'autre par le Sir Joseph et son archevêque. Là-dessus, je vous réfère à la littérature du Farouest, de Fenimore Cooper à Jack London. Ce rôle nous conférait une force dont nous étions conscients. D'où notre colère à la mort de Riel. L'exécution de ce métis signifiait la fin de l'Amérique amérindienne. *Et l'Ouest, où nous avions eu accès aussi longtemps qu'il avait fallu des prouesses pour s'y rendre, nous fut fermé par les facilités de la traque.*

En 1886, la locomotive débouche à Vancouver. Les Amérindiens décimés, le génocide couvert par le blanc jupon de la Reine Victoria, il en coûte moins cher de prendre son "tickette" à Londres et à Amsterdam, qu'à Montréal ou à Québec. Nos surplus humains sont orientés vers la Nouvelle-Angleterre.

Le Canada bi-ethnique et bi-culturel relève autant de la Confédération que du caniche de Monsieur Robert Choquette.

La Dame blanche de la Maison Montmorency n'a pas encore accouché de Maurice Lamontagne. Au Manitoba nos positions se détériorent. En 1887, un simple vote de la Législation anglicise cette province bilingue. Nos évêques ne protestèrent pas; ils acceptèrent cette décision, comme ils avaient appris la pendaison de Riel, avec une sainte résignation. Mais en 1890, quand la même Législature supprime les subventions aux écoles catholiques, ils tapent de la crosse, ils crient, ils fulminent; ils jettent le pays dans une sacrée agitation. De Winnipeg à Ottawa, d'Ottawa à Londres, ce sont procès à n'en plus finir. En 1896, le gouvernement conservateur tente de régler le litige; il vote une loi, nommé Bill réparateur, qui impose au Manitoba une commission d'écoles catholique; quant aux subventions, elles seraient laissées au bon vouloir du gouvernement qui les a supprimées. L'épiscopat accepte le marché. Là-dessus élections fédérales.

Les libéraux ont pour chef Wilfrid Laurier. Celui-ci s'oppose au Bill parce qu'il créerait un précédent et permettrait ensuite au fédéral de se mettre le nez dans les écoles du Québec. Les évêques ordonnent qu'on vote pour les candidats du Bill. On presse Laurier de se soumettre, il ne cède pas. Alors Mgr Laflèche lance contre lui et son parti une consigne formelle. Les élections ont lieu le 23 avril 1896. Québec élit 49 libéraux, 16 conservateurs. Laurier a battu nos seigneurs les évêques! Ceux-ci avaient été pour le moins maladroits de s'accrocher aux pendards de Riel. Il y eut d'autres raisons à leur défaite, le charme de Laurier certainement, aussi peut-être l'ambiguïté de l'école confessionnelle. Elle n'a pas de consistance linguistique. Aujourd'hui française, mais demain? Elle ne nous offre aucun gage de fidélité. Mgr Sheen a du sex appèle et le Cardinal Spellman, bonne bédaine à remplir. La réaction du peuple québécois fut donc saine: il vota contre l'ambiguïté, pour ne pas dire la fourette.

Ainsi s'esquissa le tournant de 1900. Deux autres événements le précisèrent.

Jusque là Rome avait été une capitale lointaine. On aimait bien le Saint-Père, mais son ombre restait légère. On était rigoriste, ultramontain et tout ce qu'on voudra, mais surtout indépendant. Notre clergé fit preuve alors d'un dynamisme remarquable. La liberté le stimulait et le colonialisme créait un vide politique qu'il s'empressait de remplir. Il en vint même par lo-

gique doctrinale à être plus catholique que le pape. Intransigeant, frondeur, ligueur, il fallait le calmer et le remettre à sa place. Laurier s'adressa à Rome. Un délégué apostolique vint et le brida.

Le second événement balança la défaite des évêques, du moins en apparence, mais au fond ce fut une victoire de la minorité anglaise. Marchant devenu sur les entrefaites premier ministre du Québec, annonça la création d'un Ministère de l'Éducation nationale, lequel il nommait, je ne sais trop pourquoi, Ministère de l'Instruction publique. De ce ministère, quel que fût le nom, les curés ne voulaient pas, bien entendu, mais les curés, Laurier venait de le démontrer, on pouvait toujours les laisser causer. Seulement voilà: à cette époque il n'était pas facile à un notable de penser librement sans compromettre son influence; il lui fallait ruser, opposer les anglo-protestants aux curés, les neutraliser ainsi et passer entre les deux. Marchant avec son beau ministère eut l'air d'un con: curés et anglo-protestants s'étaient mis d'accord pour l'empêcher. Ne restaient plus autour de lui qu'une douzaine et demie de têtes chaudes. Il fallut remettre le projet à plus tard, plus tard plutôt lointain puisque nous n'y sommes pas encore. Marchand mourut peu après convenablement avec toutes ses facultés. Son principal adversaire, Mgr Bruchési, lui, est mort fou.

Toutes les structures de l'enseignement étaient ecclésiastiques, le peuple avait plus de religion qu'aujourd'hui. Marchant lui-même était un bon catholique: un ministère de l'Éducation nationale ne pouvait guère gêner le clergé. Par contre la minorité anglaise risquait d'y perdre les privilèges abusifs qui font qu'aujourd'hui encore elle échappe à notre contrôle politique et ne subit pas le poids de la majorité. Bilingue, c'est elle qui le serait devenue et à son plus grand avantage, car si l'anglais salit le français, le français donne souvent de l'élégance à l'anglais. Pour un vieux clou du Moyen-Age, une thèse en latin de cuisine, le clergé se banda. Et l'odieux DIP subsista.

Jusqu'alors le patriotisme avait été une vertu populaire, spontanée, naturelle. On était surtout analphabète; l'école n'avait guère eu d'influence. C'était d'ailleurs plus sain. On devint Canadien-français comme en France on était devenu Français, sans les clercs, par tradition orale, en langue commune et franche. Le notable canadien-français s'appuyait sur ce patriotis-

me et l'entretenait. Il avait d'ailleurs présidé à sa naissance. La révolte de 1837 n'avait été que son affaire à lui et non celle du peuple. Mais le peuple l'avait soutenu sans intérêt immédiat, par pure solidarité. Une prise de conscience nationale en avait résulté.

Lord Durham a écrit:

“On trouve chaque village du Bas-Canada rempli de notaires et de médecins de peu de clientèle qui vivent dans leur famille et au milieu de la même classe. Ils tiennent au même rang de naissance que les habitants illettrés et leur sont attachés par tous les souvenirs de l'enfance et par les liens du sang. La plus parfaite égalité règne entre eux. Celui qui est supérieur par l'instruction n'est séparé du plus ignare par aucune barrière d'usage, de fierté ou d'intérêts. Il réunit donc l'influence que lui donnent les connaissances supérieures et l'égalité sociale; il exerce alors sur le peuple un pouvoir que ne possède, je crois, aucune classe instruite d'aucune partie du monde.”

Ces notables garderont leur pouvoir et leur tradition durant le XIXe siècle, tout en accédant peu à peu au gouvernement du pays. Marchant en 1895 préside à l'inauguration du monument Chénier, Chénier déclaré brigand en 1837 qui devint ainsi notre héros national. A ces notables revenait naturellement la direction politique du peuple. Le patriotisme était leur force. Mais ils avaient porté ombrage à un clergé déjà ombrageux, de plus en plus puissant, à qui la puissance montait à la tête, qui ne voulait rien partager, qui voulait tout avoir. Ce clergé entreprit de les désarmer, et pour le faire, avec une sorte de démenche, il désarma un peuple. L'enseignement s'était répandu, excellent moyen de propagande. Le clergé en avait le monopole. *Il fit vite*. Vingt ans après, c'était le monument Dollard qu'on élevait. Toutes les notions de notre patriotisme avaient été perverties. L'Anglais avait cessé d'être notre ennemi. L'ennemi, c'était désormais l'Iroquois disparu. Les limites du passé étaient repoussées à l'infini: le ciel pouvait crouler sur nous avec tous les maléfices accumulés depuis le commencement du monde, du péché originel jusqu'au petit marteau avec lequel chaque enfant canadien-français, promu bourreau, faisait pénétrer son petit clou dans les saintes plaies du Christ. Chénier tomba dans l'oubli, remplacé par un brigand qui n'était même pas canadien mais qui avait eu la bonne idée, avant de brigander, de faire

une sainte communion. Chénier, lui, avait été excommunié; on le rayait des cadres. Et tout était à l'avenant: on défaisait l'histoire pour la réduire à une oeuvre de glorification cléricale.

On ne peut tenir grief au clergé d'avoir accaparé l'enseignement. Il croyait sincèrement que l'école lui appartenait. Il mit à profit la situation coloniale, il l'eût, il était conséquent. Ce que je ne lui pardonne pas, c'est d'être sorti de sa soutaine pour faire le coq et avoir toutes les poules, chapon qu'il était. Non seulement il s'est entendu avec l'occupant anglais pour nuire aux notables qui francisaient peu à peu le gouvernement du Québec, il a toujours cherché à tenir ce gouvernement dans un abaissement qui le haussât, lui. La politique c'était pourri, il l'a dit et répété; s'il avait pu le chanter à la messe entre le credo et l'offertoire, il l'aurait fait. "Je n'ai jamais voté", déclarait récemment le chanoine Groulx.

Que voulaient-ils au juste, ces clercs? Le savaient-ils eux-mêmes? Reconstituer le Moyen-Age? Repartir théocratie avec boutique de scapulaires à chaque coin de rue? En tout cas, une chose est certaine: ils voulaient être les seuls à exercer le pouvoir sur la terre comme dans les cieux. Le notable, ils le repousseront du côté anglais. Rodolphe Girard, après *Marie Calumet*, traverse l'Outaouais pendant que Nelligan s'en va chez les fous. Et l'opération est allée en s'accroissant. Tout ce qu'il y avait de dynamique au sein d'un petit peuple demi-colonisé avait le choix entre Ottawa et Longue-Pointe, entre la mort et Radio-Canada.

J'allais oublier les nobles écoles militaires de Kingston et de Saint-Jean.

On partait avec deux couilles, on continuait avec une, cela valait mieux que de perdre les deux. On baisait les pieds de la Reine, voyez Jean-Charles Harvey, et les curés restaient seuls dans le Québec avec leurs bedeaux qui, eux, bien sûr, n'en avaient pas du tout.

Le tournant de 1900 fut dramatique. Et cela devient une sorte de tragédie si l'on pense que ces curés, que j'accable avec une satisfaction certaine, ils aimaient passionnément, eux aussi, leur pays. Mais, que voulez-vous, ils ne savaient pas comment l'aimer. La jalousie les a aveuglés. "Cessons nos luttes fratricides", disait le pauvre Mercier. On ne se rendait pas compte qu'elles ne profitaient qu'au tiers, car il y avait aussi un tiers,

m'a dit Monsieur Frank Scott. Un tiers qui a gardé les mains propres et qui, en bon Anglais, chaque matin, époussette sa belle âme, la revêt, déjeune: Gazette — ham and eggs, pour aller ensuite rue Saint-Jacques ou à McGill.

Groulx raconte qu'avant 1900, on n'enseignait pas l'histoire dans les écoles. C'est vrai, mais à qui la faute? Et quand on s'y est mis, ce fut pour l'enseigner contre la tradition, en nous présentant de nous-mêmes une image totalement fausse. Avec le résultat qu'aujourd'hui le Canadien-français n'a aucune culture historique et ne sait plus très bien qui il est. Jacques Bobet a parlé de l'aisance française dans l'avant-dernier *Liberté*. Comment pourrions-nous l'avoir, nous qui n'avons pas encore retrouvé notre identité? Bien gentil, le sieur Bobet. On repensera plus tard à sa suggestion.

Le clergé s'avança trop. Pour s'approprier le patriotisme, il dut donner des garanties. Il posa l'équation langue-foi. A cette époque les Irlandais, les Polonais, les Italiens n'étaient que des loqueteux. Il ne pensait pas qu'ils finiraient par donner au catholicisme une majorité au Canada et une grande influence aux Etats-Unis. L'équation avait de l'efficacité: l'effet s'en fait sentir encore. Lorsqu'à Maillardville on s'agite pour l'école, "notre école" qu'on dit, nous croyons dans le Québec qu'il s'agit d'une lutte pour le français alors que c'est le confessionalisme qu'on cherche à passer comme une belle putain de contrebande. Et notre petite obole, elle va dans la cassette de Mgr Duke qui rigole bien.

Le clergé maintint ses positions jusqu'à la dernière guerre. Il s'était opposé à l'instruction obligatoire. Et ce fut encore d'Ottawa, par paradoxe, que nous vint la lumière. Le père King était malin: il contourna les théologiens. Il donnait les allocations familiales à une petite condition: la fréquentation scolaire. C'était plus fort que la loi divine. L'instruction obligatoire fut votée en 1942, un siècle après la Suède. Dès lors le clergé n'aura plus assez de clercs pour conserver son monopole, d'autant plus que le recrutement de ceux-ci, qui va de pair avec le service domestique, marque une baisse sensible. Perdant, le clergé montra alors qu'il pouvait nous perdre. Il effaça l'équation langue-religion du tableau, et, les yeux tournés vers sa majorité canadienne imminente, se mit tout bonnement à anglaiser notre enseignement, sans consultation aucune, sous prétexte qu'en

français ses écoles avaient été retardataires. Et l'on vit apparaître des manuels anglais jusqu'à Sainte-Anne-de-la-Pocatière.

Cette trahison fit déborder le gobelet. Le nationalisme passa à gauche. Au diable les personnes autorisées, les mauvais maîtres, le chanoine Groulx et son ombre Monsieur Vinet! Nous avons décapé le patriotisme et retrouvé les sources de notre histoire. Finis le petit Dollad des Ormeaux et la sainte communion comme condition préalable à toute action nationale! Notre loyauté se trouva départagée. L'outaouais se creusa. Nous comprîmes qu'il n'y avait de salut possible pour nous que par l'Etat du Québec. Ce fut là le tournant de 1960. Le clergé a ravalé son couplet que la politique, c'est pourri. La situation évolue très vite: elle a déjà à son crédit des accidents de route, comme l'automobile. Et le Mouvement laïque a pris naissance. Il n'a pas été lancé que je sache pour compliquer le système scolaire, mais pour le simplifier.

Avant de jouer à fond le séparatisme, quand l'attention du monde entier sera tournée vers nous à l'occasion de l'Exposition universelle, le séparatisme qui comporte violence et révolution, rien ne sert de vous leurrer, mes agneaux, nous pourrions accepter un compromis, soit un Québec unilingue où les minorités subiraient, comme c'est normal, le poids de notre majorité; la fin de la fourchette confessionnelle, une éducation nationale fondée, comme cela existe partout dans le monde, sur une culture et une langue unique. Le pluralisme du bon apôtre Luchaire, d'accord, mais en français. Et il faudra que le clergé, qui a profité de la situation coloniale pour se mettre au-dessus de tous, se soumette à l'Etat québécois et cesse de le considérer comme sa vache à lait, même si l'illustre neveu du moins illustre Sénateur Lesage, va à la messe tous les matins. Les curés rentreront dans leur soutane. Cela leur sera facile: ils ne la portent plus guère. Ils nous accepteront en tant que citoyens et nous les accepterons de même. Ils ont tenté de nous perdre, et bien! si jamais nous nous sentions perdus, comme ils ont très vulnérables, nous ne pourrions pas résister au sale plaisir de leur rendre la pareille, qu'ils le sachent bien!

Et voilà! La situation, il me semble, commence à avoir de l'allure.

Jacques FERRON